

# Le Monde

21.02.2020, par Martine Valo

Au Brésil, « la production de nourriture est une destruction de la vie »

Une chercheuse de Sao Paulo fait le lien entre l'utilisation de la chimie en agriculture, la déforestation et l'empoisonnement des populations.

Larissa Mies Bombardi est une géographe engagée. C'est donc sous forme de cartes que la professeure à l'Université de Sao Paulo dresse un réquisitoire contre les méfaits de l'agriculture industrielle à la conquête de son immense pays, le Brésil. En 2017, l'universitaire a publié « Géographie de l'utilisation de pesticides au Brésil et connexions avec l'Union européenne », un atlas traduit en anglais en 2019.

Depuis, elle ne cesse de mettre à jour et d'élargir ses recherches. En décembre 2019, elle est ainsi venue présenter de nouvelles cartes au Parlement européen, où des élus de la Gauche unitaire européenne l'avaient invitée. Ces documents montrent notamment la progression rapide et parallèle des produits chimiques, les « *agrotóxicos* », et de la déforestation en Amazonie. « *Ledéséquilibre qui consiste à importer massivement des herbicides, insecticides et fongicides en provenance d'Europe, notamment d'Allemagne, contre des exportations de denrées agricoles est directement inscrit dans les accords internationaux* », rappelle Larissa Mies Bombardi.

Le Brésil consomme, à lui seul, 20 % des pesticides commercialisés dans le monde. En quinze ans, les tonnages ont augmenté de presque 300 %, accompagnant le boum des cultures génétiquement modifiées. Son corollaire, le glyphosate, arrive du coup très largement en tête des ventes.

« Dimension génocidaire »

« *L'asymétrie des échanges et l'absence de réglementation sur les pesticides ont une dimension génocidaire au Brésil : une personne meurt tous les deux jours et demi d'empoisonnement* », s'insurge l'universitaire de 47 ans, qui a passé son post-doctorat à l'université de Strathclyde en Ecosse. « *Sur les dix substances les plus vendues au Brésil, trois sont interdites dans l'Union européenne : l'acéphate, l'atrazine et le paraquat* », précise-t-elle dans son atlas. Le Brésil autorise par exemple l'utilisation sur les agrumes de 116 produits, dont 33 sont prohibés dans l'UE ; sur les 24 traitements tolérés outre-Atlantique pour les ananas et le riz, 10 sont bannis par Bruxelles, recense-t-elle encore.

Elle souligne en outre le grand écart des taux de résidus : ceux du diuron, par exemple, peuvent être légalement 900 fois plus élevés dans son pays que dans l'UE.

Cependant, la mutation des paysages brésiliens a débuté dès la période de dictature militaire des années 1960, rappelle la géographe. « *Pour compenser le tarissement des investissements dans le secteur des produits manufacturés, les stratèges ont misé sur l'industrialisation de l'agriculture. L'obtention d'un crédit rural était alors liée à l'achat d'intrants pour les grandes exploitations comme pour les petites.* »

Résultat, quelques monocultures ont fait tache d'huile. Le soja – notamment sous forme de tourteau pour l'alimentation du bétail –, est passé au premier rang des exportations en 2016. En 2002, cette légumineuse occupait 18 millions d'hectares ; en 2015-2016 elle s'étendait sur 33,2 millions d'hectares (« *l'équivalent de 3,6 fois le Portugal* », note l'universitaire), soit une augmentation de 79 % en superficie et de 84 % en volume.

Le Brésil est aussi le principal vendeur de sucre du monde, le deuxième producteur d'éthanol et de maïs ; tandis que le poulet, la cellulose, le café et le bœuf figurent aussi parmi ses dix principales sources d'exportation. « *Dans le même temps, les cultures des aliments traditionnels – riz, haricots, blé, manioc – ont perdu du terrain. C'est préoccupant pour la souveraineté alimentaire, note l'universitaire. Depuis la levée du moratoire sur la canne à sucre en 2007, les plantations s'étendent en Amazonie pour répondre à la demande en agrocarburants. Cette culture n'a rien de "vert" : c'est le deuxième secteur le plus consommateur de pesticides.* » L'épandage se fait généralement par avion sur d'immenses parcelles, au mépris des paysans et des riverains.

### « Malformations congénitales »

« *En tenant compte des données du ministère de l'agriculture, nous estimons que 700 000 personnes ont été intoxiquées en trois ans, car pour un cas d'intoxication déclaré, il s'en produit 50 en réalité, assure-t-elle. Dans le Brésil d'aujourd'hui, il est très difficile de porter un regard critique sur un secteur qui soutient l'économie nationale, aussi je ne travaille qu'à partir de données officielles, même si elles sont largement sous-estimées. Et même ainsi, le tableau est déjà terrible.* »

Larissa Mies Bombardi montre, à l'appui de ses dires, ses cartes qui recensent des milliers d'intoxications involontaires – parmi lesquelles les enfants comptent pour une large part – ou correspondant à des tentatives de suicide des paysans. « *La logique de cette agriculture moderne se traduit par la perte des droits du travail, l'expulsion des paysans, la contamination de l'environnement, des empoisonnements et des malformations congénitales, et suscite un problème très grave d'extrême concentration des terres, parfois illégale* », dénonce Larissa Mies Bombardi. Elle appelle à « *un nouveau pacte social dans lequel la production de nourriture ne serait pas une forme potentielle de destruction de la vie* ».

La géographe, qui est l'une des administratrices de l'ONG internationale Justice Pesticides, cherche des partenaires, universitaires et autres chercheurs, pour approfondir les connaissances des impacts de ces molécules sur la santé des populations, sur les aspects économiques d'un commerce inéquitable aussi, ainsi que sur la résistance au « *modèle hégémonique actuel* ». Enfin, elle réfléchit à

la création d'un portail Internet de partage d'informations pour la suite de son projet sur la « *Géopolitique des pesticides* ».